



malteries
FRANCO-BELGES

**RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
AU 31/12/2020**

EXERCICE 30 JUIN 2021



MALTERIES FRANCO-BELGES

Société Anonyme au capital de 15.123.000 €

Quai du Général Sarrail - 10400 NOGENT SUR SEINE

552 121 816 RCS TROYES

Rapport financier semestriel 2020/2021

Incluant :

- Attestation du responsable du rapport financier semestriel
- Rapport semestriel d'activité
- Comptes consolidés semestriels
- Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Jean-Christophe FIGUEROA
Président du Conseil d'Administration-Directeur Général

RAPPORT D'ACTIVITE AU 31/12/2020

I – ACTIVITE DE MFB

La production du 1^{er} semestre de l'exercice en cours, impactée par la crise sanitaire liée à la Covid 19, est en repli de 11 % par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice précédent en corrélation avec (i) la volonté de réguler les stocks face à la baisse des livraisons lors de la première partie de l'année civile et (ii) les arrêts et/ou ralentissements des malteries de Prouvy, Brazey et Pithiviers en raison de travaux dans ces sites.

En revanche les livraisons affichent une hausse de 5 % en comparaison du 1^{er} semestre de l'exercice 2019/2020.

Le chiffre d'affaires de MFB ressort à 43,7 M€ sur le 1^{er} semestre de l'exercice 2020/2021 contre 45,7 M€ au titre du 1^{er} semestre de l'année précédente. Son résultat d'exploitation ressort déficitaire de 0,05 M€ contre un résultat bénéficiaire de 2,5 M€ sur la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat net social, tenant compte de dividendes reçus à hauteur de 21,5 M€, est bénéficiaire de 21,5 M€ contre 22,8 M€ au 31/12/2019.

II – CONSOLIDATION

Le périmètre international du Groupe MFB est inchangé et comprend la société COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MALTERIES - CIM détenue à hauteur de 47,71 % et ses filiales.

Sur ce périmètre, les volumes vendus sont en recul de -3.4%, passant de 462 KT sur le 1^{er} semestre 2019/2020 à 446 kT sur le 1^{er} semestre 2020/2021. Les ventes consolidées du Groupe MFB s'établissent ainsi pour ce semestre à 43,4 M€ et le résultat net consolidé, compte tenu de la mise en équivalence de la CIM et de ses filiales, ressort bénéficiaire de 7,7 M€ contre un résultat de 9,4 M€ au 31/12/2019.

Activité de la CIM et de ses filiales, intégrées par mise en équivalence

Ci-après, par zone, les activités des différentes filiales et leur contribution aux résultats consolidés du Groupe MFB.

EN EUROPE CENTRALE

République Tchèque

La production de la société SLADOVNY SOUFFLET CESKA REPUBLIKA-SSCR est en baisse de 19 % par rapport au même semestre de l'exercice précédent consécutive à des arrêts ou ralentissements de production afin de réguler la hausse des stocks. Les livraisons affichent, quant

à elles, une diminution de 10 % comparées au 1^{er} semestre 2019/2020, principalement à l'export, en raison de la crise sanitaire de la Covid 19.

La contribution aux ventes consolidées de SSCR dans le Groupe CIM s'élève, pour ce semestre, à 50 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé, ressort à 4,9 M€ contre une contribution de 6,1 M€ au 31/12/2019.

Pologne

La production de SLODOWNIA SOUFFLET POLSKA est en baisse de 6 % par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice précédent, impactée par une qualité dégradée des orges mises en fabrication au cours de ce semestre et par des arrêts du site pour travaux. Les livraisons sont en baisse de -17% tant sur le marché domestique (baisse de la production de bière) qu'à l'export (Allemagne).

La contribution de cette filiale aux ventes consolidées dans le Groupe CIM s'élève, pour cette période, à 17,9 M€ et sa contribution au résultat consolidé ressort à 1,4 M€ contre une contribution de 2,5 M€ au 31/12/2019.

Roumanie

La production de SOUFFLET MALT ROMANIA progresse de 3 % par rapport à l'année précédente avec notamment une hausse du rendement de fabrication ; et les volumes vendus affichent une progression de 6% malgré un marché local en légère baisse.

La contribution de cette filiale aux ventes consolidées dans le Groupe CIM s'élève, pour cette période, à 26 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé ressort bénéficiaire de 2,7 M€ contre 2,5 M€ par rapport au 31/12/2019.

Serbie

La production de SLADARA SOUFFLET SERBIA affiche un recul, sur ce 1^{er} semestre, de 5 % en raison d'un manque d'orge locale en début d'exercice et ses livraisons affichent une baisse de 2% en lien avec la crise de la Covid 19, en raison notamment de la fermeture de bars et restaurants.

La contribution de cette filiale aux ventes consolidées dans le Groupe CIM s'élève, pour le 1^{er} semestre de l'exercice, à 11,9 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé ressort à 1,2 M€, stable par rapport au 31/12/2019.

Bulgarie

MALTERIE SOUFFLET BULGARIE enregistre une baisse de sa production de 11 % ; baisse qui trouve son origine tant dans un souci de maîtriser la hausse des stocks mais également en partie en raison d'une panne sur le site de Haskovo (représente 20% de la baisse). Les livraisons sont en recul de 3 %, en corrélation avec la baisse du marché de la bière impacté par la crise sanitaire liée à la Covid 19.

La contribution de cette filiale aux ventes consolidées dans le Groupe CIM s'élève, pour cette période, à 5,4 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé ressort à 0,2 M€ contre 0,3 M€ au 31/12/2019.

DANS LES PAYS DE LA COMMUNAUTE DES ETATS INDEPENDANTS

Ukraine

La production de SLAVUTA MALT HOUSE affiche une baisse de 29 % en lien avec la volonté de diminuer les stocks qui ont fortement augmenté en fin d'exercice précédent. Les expéditions ont progressé de 13% ; l'activité ayant été soutenue grâce à des volumes export en hausse, le marché local étant quant lui à en baisse.

La contribution de cette société aux ventes consolidées dans le Groupe CIM s'élève à 20 M€ et sa contribution au résultat net total consolidé ressort bénéficiaire de 2,5 M€ contre une contribution déficitaire de 0,1 M€ l'année précédente.

Russie

La production de MALTERIE SOUFFLET SAINT PETERSBOURG-MSSP accuse, sur ce semestre, une baisse de 8 % en corrélation avec un arrêt de l'usine en raison de travaux d'investissements. Les volumes vendus ont, quant à eux, diminué de 2% à destination des brasseries locales où la production est stable par rapport à l'exercice précédent, mais cette évolution diffère selon les régions.

La contribution de MSSP aux ventes consolidées dans le Groupe CIM ressort à 14,3 M€ pour le 1^{er} semestre de l'exercice et sa contribution au résultat net total consolidé ressort à 1,4 M€ contre 1,3 M€ au 31/12/2019.

Kazakhstan

La production de MALTERIE SOUFFLET KAZAKHSTAN-MSK est en diminution de 14 % sur le semestre, pénalisée par le manque d'orges en début de campagne ; en revanche les livraisons progressent de 14%, principalement sur le marché domestique.

Les contributions de cette société ressortent au 31/12/2020, respectivement à 12,4 M€ (pour les ventes consolidées) et à 1,3 M€ contre 2 M€ au 31/12/2019 (pour le résultat net consolidé).

Synthèse de la CIM et de ses filiales, avant intégration par mise en équivalence

Les ventes consolidées du Groupe CIM ressortent, au 31/12/2020 à 158,9 M€. Le résultat opérationnel est bénéficiaire de 19,8 M€ et le résultat net ressort également bénéficiaire de 15,7 M€ contre un résultat bénéficiaire de 15,9 M€ au 31/12/2019.

III - PERSPECTIVES

La pandémie de la Covid-19 a entraîné de nombreux changements dans les modes de consommation ; le secteur de la bière n'est pas une exception et les restrictions mises en place pour limiter la propagation du virus ont engendré une baisse de consommation dans de nombreux pays.

Cependant, l'implantation géographique des usines du Groupe a permis de profiter de la croissance dans certaines zones du globe, notamment en Amérique du Sud où la consommation continue de progresser.

Ainsi si la crise sanitaire liée à la Covid 19 a impacté l'activité, cet impact reste toutefois maîtrisé; le marché de la bière en Afrique, en Amérique du Sud et en Asie restant dynamique, les exportations de malt à destination de ces pays permettent, à ce jour, de compenser en grande partie la baisse de consommation européenne.

Les perspectives du second semestre de l'exercice 2020/2021 sont les suivantes :

- En France, les usines devraient produire à pleine capacité, la demande export restant soutenue ;
- En Europe Centrale, les prévisions d'expédition sur cette période sont stables par rapport à l'année dernière ; et
- En Ukraine et au Kazakhstan, il est anticipé une baisse de la demande, avec un marché domestique déprimé. A contrario, la Russie bénéficie d'un marché en croissance, mais qui ne compensera pas toutefois totalement la baisse des livraisons de ces deux pays voisins.

Ces prévisions sont établies sur une situation sanitaire similaire au premier semestre de l'exercice. Par conséquent, si la situation sanitaire devait de nouveau se dégrader, avec la mise en place de nouvelles mesures restrictives ou, a contrario, s'améliorer dans les pays importateurs de malt, ces prévisions pourraient évoluer.

IV – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA PERIODE

Aucun événement significatif, autre que ceux déjà mentionnés ci-dessus, n'est intervenu postérieurement au 31/12/2020.

COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS
AU 31/12/2020



ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE AU 31/12/2020

(en K€uros)	Notes	31/12/2020	31/12/2019	30/06/2020
ACTIF				
Immobilisations incorporelles	5	7	41	14
Immobilisations corporelles	7	42 983	43 174	43 554
Droits d'utilisation des actifs loués	6	62	100	101
Participation dans les entreprises associées	8	148 801	161 182	165 240
Actifs financiers non courants	9	622	606	606
Actifs non courants		192 475	205 103	209 515
Stocks et en-cours		16 039	16 440	21 166
Clients et autres débiteurs		3 409	6 296	5 601
Créances d'impôt		518	933	260
Autres actifs courants		4	2	15
Comptes courants - Actifs	10	38 572	10 019	12 216
Instrument de trésorerie - Actif		39	11	5
Trésorerie	10	81	101	58
Actifs courants		58 663	33 803	39 322
Actifs non courants et groupe d'actifs destinés à être cédés				
TOTAL DE L'ACTIF		251 139	238 906	248 837
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES				
Capital		15 123	15 123	15 123
Réserves liées au capital		16 378	16 378	16 378
Réserves et résultat consolidés ⁽¹⁾		197 587	202 739	212 399
Gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres		(21 323)	(14 409)	(19 039)
Capitaux propres (Part du groupe)		207 765	219 831	224 861
Capitaux propres				
207 765				
219 831				
224 861				
Emprunts et dettes financières	10			
Provisions pour retraites et engagements assimilés	11	1 037	1 127	1 075
Dette locative - non courante		35	69	63
Autres provisions non courantes	11	29	11	45
Impôts différés	12	5 048	5 799	4 913
Autres passifs non courants				
Passifs non courants		6 149	7 006	6 096
Emprunts et concours bancaires (part à -1 an)	10			
Instrument de trésorerie - Passif	10	19	16	2
Dette locative - courante		28	32	38
Comptes courants - Passif	10			
Provisions (part à -1 an)	11			
Fournisseurs et autres créditeurs		37 160	11 986	17 819
Autres passifs courants		17	34	22
Passifs courants		37 225	12 068	17 881
TOTAL DU PASSIF		43 374	19 074	23 976
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES				
251 139				
238 906				
248 837				
(1) dont résultat part du Groupe		7 716	9 429	18 956

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31/12/2020

(en K€uros)	Notes	31/12/2020	31/12/2019	30/06/2020
COMPTE DE RESULTAT				
Ventes	13	43 424	45 259	86 218
Coûts de production et des ventes		(40 578)	(39 965)	(76 681)
Coûts logistique & distribution		(617)	(434)	(1 128)
Provisions sur stocks produits finis et en-cours		2	3	
Coûts administratifs et support à la production		(1 732)	(1 717)	(3 368)
Autres charges et produits opérationnels	14	(4)	(4)	(4)
Résultat opérationnel courant	16	495	3 142	5 037
Résultat sur cession de participations consolidées				
Autres produits et charges opérationnels non courants	15	(51)	53	(567)
Résultat opérationnel		444	3 195	4 470
Coût de l'endettement financier		54	(77)	(63)
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	18	7 274	7 618	16 112
Autres produits financiers		87	47	51
Autres charges financières		4	13	25
Résultat avant impôt		7 863	10 795	20 595
Produit (Charge) d'impôt	17	(147)	(1 366)	(1 640)
Résultat		7 716	9 429	18 956
Part du Groupe		7 716	9 429	18 956
Part des participations ne donnant pas le contrôle				
Nombre de titres		495 984	495 984	495 984
Résultat Net par action en euro		15,6	19,0	38,2
Résultat Net dilué par action en euro		15,6	19,0	38,2

ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL 31/12/2020

(en K€uros)	Notes	31/12/2020	31/12/2019	30/06/2020	
		(6 mois)	(6 mois)	(12 mois)	
Résultat net		7 716	9 429	18 956	
Écarts de conversion ⁽¹⁾		(2 259)	1 125	(3 310)	
Gains et pertes actuariels		(36)	43	(113)	
Provision médaille du travail				(11)	
Impôts différés		11	(14)	31	
<i>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>		<i>(2 284)</i>	<i>1 154</i>	<i>(3 403)</i>	
Résultat global de l'exercice		5 432	10 583	15 553	
		Dont part du groupe	5 432	10 583	15 553
		Dont part des participations ne donnant pas le contrôle			

- (1) Écarts de conversion provenant uniquement de la quote-part de variation de capitaux propres de la participation dans des entreprises associées qui n'ont pas été comptabilisés dans leur résultat.

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE AU 31/12/2020

(en K€uros)	Notes	31/12/2020	31/12/2019	30/06/2020
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE				
Résultat net de l'ensemble consolidé		7 716	9 429	18 956
Quote-part dans les résultats des entreprises associées		(7 274)	(7 618)	(16 112)
Dotation aux amortissements et provisions		1 637	1 393	3 454
Plus et moins values de cession			(50)	(148)
Dividendes nets reçus des entreprises associées		21 454	21 454	21 454
Elimination des profits et pertes latents liés aux variations de juste valeur		(10)	(14)	(17)
Autres produits et charges sans incidence de trésorerie	19			
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier et impôt		23 523	24 594	27 587
Charge d'impôt (y compris impôts différés)		147	1 366	1 640
Coût de l'endettement financier			77	
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt		23 670	26 037	29 227
Variation du BFR	20	4 159	(3 857)	(2 449)
Impôts versés		(2)	(783)	(1 138)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles (A)		27 827	21 397	25 640
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(1 432)	(4 188)	(6 447)
Variation des actifs financiers		(16)	(15)	76
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles			310	310
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement (B)		(1 448)	(3 893)	(6 061)
Intérêts financiers nets versés			(77)	
Dividendes payés aux actionnaires du groupe			(2 698)	(2 698)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement (C)			(2 775)	(2 698)
Incidence de la var des taux de change (D)				
Incidence chgt de principes comptables (E)				
Variation de trésorerie (A)+(B)+(C)+(D)+(E)		26 379	14 729	16 881
Trésorerie d'ouverture	11	12 274	(4 607)	(4 607)
Trésorerie de clôture	11	38 653	10 121	12 274
Variation de trésorerie		26 379	14 728	16 881

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en K€uros)	Part du groupe					Capitaux propres - part des participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
	Capital	Réserves liées au capital	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptab. directement en capitaux propres	Capitaux propres - part du groupe		
Situation au 30 juin 2019	15 123	16 378	196 141	(15 636)	212 006		212 006
<i>Résultat net</i>			18 956		18 956		18 956
<i>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>				(3 403)	(3 403)		(3 403)
Total résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			18 956	(3 403)	15 553		15 553
Dividendes			(2 698)		(2 698)		(2 698)
Autres mouvements							
Situation au 30 juin 2020	15 123	16 378	212 399	(19 039)	224 861		224 861
<i>Résultat net</i>			7 716		7 716		7 716
<i>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>				(2 284)	(2 284)		(2 284)
Total résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			7 716	(2 284)	5 432		5 432
Dividendes			(22 528)		(22 528)		(22 528)
Autres mouvements							
Situation au 31 décembre 2020	15 123	16 378	197 587	(21 323) ⁽¹⁾	207 765		207 765

(1) dont réserve de conversion (21 849) K€ relative à la quote-part de la réserve de conversion de la participation dans des entreprises associées.

**ANNEXES
AUX COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS**

AU 31/12/2020



SOMMAIRE



NOTE 1 – Périmètre de Consolidation	8
NOTE 2 – Faits marquants de la période	9
NOTE 3 – Evènements postérieurs à la clôture	9
NOTE 4 – Principes Comptables	9
NOTE 5 – Immobilisations incorporelles	15
NOTE 6 – Droits d'utilisation des actifs loués	15
NOTE 7 – Immobilisations corporelles	16
NOTE 8 – Participations dans les entreprises associées	16
NOTE 9 – Actifs financiers non courants	17
NOTE 10 – Emprunts, Dettes financières, Concours bancaires, Dette nette	18
NOTE 11 – Provisions	19
NOTE 12 – Actifs et Passifs d'impôts différés comptabilisés au bilan	19
NOTE 13 – Information sectorielle	20
NOTE 14 – Autres produits et charges opérationnels	21
NOTE 15 – Autres produits et charges opérationnels non courants	21
NOTE 16 – Amortissements et dépréciations	22
NOTE 17 – Impôts Sociétés	22
NOTE 18 – Quote-part de résultat dans les entreprises associées	23
NOTE 19 – Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie	23
NOTE 20 – Variation du Besoin de fonds de roulement	24
NOTE 21 – Transactions avec les parties liées	24
NOTE 22 – Dettes garanties par des sûretés réelles	24
NOTE 23 – Montant des engagements financiers	25
NOTE 24 – Gestion des risques	25
NOTE 25 – Effectifs moyens	27
NOTE 26 – Honoraires des commissaires aux comptes	27

NOTE 1 – Périmètre de Consolidation

Société mère

	Siège social
MALTERIES FRANCO-BELGES (MFB)	Quai du Général Sarrail 10400 NOGENT SUR SEINE

Malteries Franco-Belges est cotée sur le marché Euronext Paris – Compartiment C.

L'exercice social a une durée de 12 mois commençant le 1er juillet 2020 et finissant le 30 juin 2021. Les états financiers sont présentés en milliers d'Euros.

Les comptes semestriels consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 16 mars 2021.

Société consolidée selon la méthode de la mise en équivalence

	Siège social	% intérêt de MFB	% contrôle de MFB
COMPAGNIE INTERNATIONALE DE MALTERIES (CIM)	Quai du Général Sarrail 10400 NOGENT SUR SEINE	47.71	47.71

La société MFB consolide la CIM et ses filiales selon la méthode de mise en équivalence car elle y exerce une influence notable sans en posséder le contrôle.

Le principal actionnaire, Malteries Soufflet SAS, filiale des Etablissements J. Soufflet SA, détient 52,29 % du capital de la CIM au 31 décembre 2020.

Les pourcentages d'intérêt et de contrôle de MFB dans la CIM n'ont pas varié au cours de la période.

Les sociétés Malteries Franco-Belges et Compagnie Internationale de Malteries clôturent leur exercice au 30 juin 2021.

La mise en équivalence de la CIM et de ses filiales est faite à partir des comptes consolidés de la CIM au 31 décembre 2020 établis conformément au référentiel IFRS.

Cette méthode consiste à substituer, à la valeur comptable des titres de participation, le coût d'acquisition initial augmenté ou diminué de la quote-part de MFB dans les résultats non distribués de l'entreprise détenue après la date d'acquisition.

Filiales de la CIM

31/12/2020

Sociétés	Siège	Pays	Méth. conso	% intérêts
MALTERIES				
Cie Internationale de Malteries	Nogent-sur-Seine	France	I.G.	100.00
Société Européenne de Malteries	Nogent-sur-Seine	France	I.G.	70.00
Malteries Soufflet Bulgarie	Pleven	Bulgarie	I.G.	100.00
Malterie Soufflet Saint-Petersbourg	Saint-Petersbourg	Russie (Fédération de)	I.G.	70.00
Soufflet Maltings Kazakhstan	Tekeli	Kazakhstan	I.G.	99.29
Slodownia Soufflet Polska	Poznan	Pologne	I.G.	100.00
Sladovny Soufflet CR	Prostejov	République Tchèque	I.G.	100.00
Soufflet Malt Romania	Buzau	Roumanie	I.G.	100.00
Maltinex	Backa Palanka	Serbie	I.G.	100.00
Slavuta Malting Plant	Slavuta	Ukraine	I.G.	96.61

NOTE 2 – Faits marquants de la période

L'événement Covid-19 a eu pour principales conséquences sur l'activité et les comptes semestriels consolidés :

- de la société Malteries Franco-Belges :
La crise sanitaire n'a pas eu d'incidence sur les volumes vendus de la période, en revanche, afin de maîtriser le niveau des stocks, des arrêts de production ont été observés générant une sous activité estimée à 0,4 M€.
- de la Compagnie Internationale de Malteries (CIM) et de ses filiales :
 - Une baisse du volume des ventes de malt estimée d'après les ventes moyennes des 4 dernières années à 40 160 tonnes, avec pour conséquence une diminution de la marge opérationnelle de 2,1 M€ au taux réel à la tonne ;
 - Un impact de la sous activité estimé à 1,1 M€.

NOTE 3 – Evènements postérieurs à la clôture

NÉANT

NOTE 4 – Principes Comptables

Les états financiers sont établis conformément au référentiel IFRS publié par l'International Accounting Standards Board ("IASB") et tel qu'approuvé par l'Union Européenne.

BASE DE PREPARATION

Pour l'établissement de ses états financiers, le Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses susceptibles d'affecter la valeur de ses éléments d'actif et de passif, ainsi que celle de ses produits et charges.

Ces estimations et hypothèses concernent à la fois les risques spécifiques au métier de malteur, ainsi que les risques plus généraux auxquels le Groupe est exposé et qui sont décrits en Note 24.

Ces estimations et hypothèses se fondent sur l'expérience passée, ainsi que sur l'ensemble des informations disponibles à la date de l'estimation, et considérées comme déterminantes au regard des circonstances étudiées.

La Direction revoit régulièrement ces éléments. Cependant, en raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, les résultats réels futurs sont susceptibles de différer sensiblement de ces estimations.

Les estimations réalisées et hypothèses significatives retenues pour l'établissement des comptes semestriels consolidés du 31 décembre 2020 portent principalement :

- sur l'estimation des provisions, en particulier pour les engagements sociaux ;
- sur les tests de valorisation des actifs ;
- sur l'évaluation des actifs d'impôts différés.

CONVERSION DES TRANSACTIONS EN MONNAIE ETRANGERE

Les transactions en devises étrangères sont converties au cours de change à la date de transaction. Les créances et les dettes libellées en monnaie étrangère sont converties au taux de clôture. Les pertes et profits en résultant sont portés au compte de résultat en pertes et gains de change.

INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

Les instruments financiers utilisés sont limités aux produits suivants :

- achats et ventes à terme de gré à gré de céréales (principalement de l'orge) dans le cadre de la couverture du risque lié à la variation des cours des matières premières ;
- achats et ventes à terme de devises, swaps de devises, achats et ventes d'options de change dans le cadre de la couverture du risque de change.

Les instruments dérivés de change souscrits auprès des banques sont gérés pour le compte de la société Malteries Franco-Belges par Soufflet Finances, société du Groupe J.Soufflet.

Pour qu'un instrument financier puisse être éligible à la comptabilité de couverture, il est nécessaire de désigner et documenter cette relation de couverture et de démontrer son efficacité dès l'origine et de façon rétrospective tout au long de la vie de l'instrument.

Afin de ne pas alourdir les procédures administratives du Groupe et au regard des difficultés à documenter une relation de couverture entre ces instruments financiers avec les éléments couverts, le Groupe a décidé de traiter l'ensemble de ses opérations de couverture comme ne relevant pas d'une comptabilité de couverture et donc de comptabiliser en résultat financier la variation de la juste valeur de ces instruments financiers.

ACTIFS NON COURANTS

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles n'ayant pas fait l'objet de regroupement d'entreprise figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de production. Elles n'ont pas fait l'objet de réévaluation.

Les immobilisations incorporelles sont constituées par des logiciels informatiques, les immobilisations corporelles, à l'exception des terrains, sont amorties, selon l'approche par composant, sur leur durée d'utilisation estimée.

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire, en fonction de ces durées d'utilisation :

- Logiciels : 3 à 15 ans
- Constructions : 10 à 50 ans
- Installations techniques, matériel et outillage : 10 à 30 ans
- Autres immobilisations corporelles : 4 à 25 ans

Conformément aux dispositions de la norme IAS 23 révisée, les coûts d'emprunt directement liés à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif éligible constituent un élément du coût de cet actif. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en charge. Un actif éligible est tout actif exigeant une période importante de mise en état pour l'usage prévu.

Le Groupe applique depuis le 1er juillet 2019 la norme IFRS 16 – « Contrat de location ». Les contrats de location conclus par le Groupe MFB concernent principalement des véhicules, un embranchement ferroviaire et du matériel divers. Ils ont une durée allant de 3 à 5 ans.

A la date de 1ère application, le Groupe avait fait le choix d'appliquer la méthode rétrospective simplifiée selon laquelle les périodes comparatives ne sont pas retraitées.

Le Groupe prend en compte tous les contrats autres que ceux de courte durée, inférieure à 12 mois, ou portant sur des biens de faible valeur.

La norme IFRS 16 conduit à comptabiliser au bilan du Groupe une dette au titre des loyers futurs et un actif au titre du droit d'utilisation de ces contrats. Par conséquent, les impacts de l'application de cette norme dans les comptes du Groupe sont les suivants :

- A l'actif : la constatation d'un droit d'utilisation des actifs loués
- Au passif : une dette locative, présentée distinctement entre dette locative long terme et dette locative court terme
- Au compte de résultat : la charge de loyer précédemment comptabilisée est désormais présentée en partie en dotations aux amortissements et en partie en charges financières.
- Dans le tableau des flux de trésorerie : le paiement des loyers précédemment présenté au sein des Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles est désormais présenté en Flux de trésorerie liés aux activités de financement pour le montant affecté au remboursement de la dette locative.

La dette au titre des loyers futurs a été actualisée sur la base d'un taux marginal d'emprunt compris entre 1,15% et 1,21%.

La décision de l'IFRS IC publiée en décembre 2019 clarifiant la détermination des durées des contrats de location entrant dans le champ d'application de la norme IFRS 16 n'a pas d'incidence significative sur la durée des contrats de location de la société.

Autres actifs financiers

Les participations non consolidées figurent au bilan en "Autres actifs non courants" pour leur coût d'acquisition éventuellement déprécié lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au prix d'acquisition.

Dépréciation des actifs non courants

a. Dépréciation des immobilisations

La production de malt est l'activité unique de la société Malteries Franco-Belges, qui constitue donc la seule UGT du Groupe.

La valeur nette comptable des immobilisations corporelles et incorporelles fait l'objet d'un test de dépréciation dès lors qu'il existe des indices objectifs de pertes de valeur.

b. Dépréciation des participations dans les entreprises associées

La valeur comptable totale de la participation est soumise au test de dépréciation en tant qu'actif unique, dès lors qu'il existe des indices objectifs de pertes de valeur.

c. Modalités de mise en œuvre des tests de dépréciation

Le Groupe a retenu comme indices de pertes de valeur objectifs les éléments suivants :

- Performance économique significativement inférieure à celle prévue dans le plan moyen terme,
- Perte de clients ou changement significatif dans les conditions contractuelles,
- Installation d'un concurrent dans le rayon d'activité de la filiale,
- Risque pays,
- Plan d'abandon/Cession d'activité.

Les tests de dépréciation consistent à comparer la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT à sa valeur nette comptable.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de cession.

La valeur d'utilité est déterminée par référence à des flux futurs de trésorerie nets, actualisés.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT est inférieure à sa valeur nette comptable. Les pertes de valeur sont comptabilisées en résultat.

ACTIFS COURANTS

Stocks

Les stocks sont évalués au coût de revient selon la méthode du coût moyen pondéré.

Ils sont dépréciés dès lors que leur valeur nette réalisable résultant des engagements contractuels devient inférieure à leur coût de revient.

Créances d'exploitation

Les créances commerciales sont comptabilisées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti diminué des éventuelles dépréciations.

PASSIFS NON COURANTS

Emprunts

Les emprunts portant intérêts sont comptabilisés initialement à la juste valeur diminuée du montant des coûts de transaction attribuables. Après la comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti ; la différence entre le coût et la valeur de remboursement est comptabilisée dans le compte de résultat sur la durée des emprunts, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Provisions

Une provision est constituée lorsque :

- le Groupe a une obligation juridique, contractuelle ou implicite résultant d'un événement passé ;
- il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Les provisions pour risques et charges ont été évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation. Lorsqu'il s'agit de l'évaluation d'une obligation unique et en présence de plusieurs hypothèses d'évaluation de la sortie de ressources, il a été retenu la meilleure estimation du passif correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Les contrats déficitaires non entièrement exécutés à la date d'arrêté font l'objet d'une provision, calculée contrat par contrat. Il n'y a pas de compensation entre les contrats bénéficiaires et les contrats déficitaires.

Avantages du personnel

Les avantages du personnel sont évalués conformément à la norme IAS 19 révisée.

Les engagements de retraites et avantages assimilés couvrent deux catégories d'avantages au personnel :

- les avantages postérieurs à l'emploi qui correspondent aux indemnités de départ à la retraite sont comptabilisés Note 12,
- les autres avantages à long terme (pendant l'emploi) correspondent aux médailles du travail.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en compte de résultat "Charges de personnel" les cotisations dues au titre de chaque exercice, n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

La provision pour retraites et engagements assimilés est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, la valeur actuarielle des prestations futures est déterminée en

calculant le montant des prestations dues à la date du départ à la retraite en tenant compte d'une projection des salaires et de l'ancienneté à cette date, en prenant en compte les facteurs d'actualisation et de probabilité de présence et de survie jusqu'à la date de départ en retraite. Le coût annuel du régime représente le coût attribuable à une année de service additionnelle pour chacun des participants.

Les écarts actuariels sont comptabilisés en "Autres éléments du résultat global" (non recyclables dans le compte de résultat), et les coûts des services passés sont intégralement comptabilisés dans le compte de résultat de la période.

Les principales hypothèses retenues sont :

- Taux d'actualisation : le taux d'actualisation retenu de 0,35 % correspond au taux des obligations d'entreprises notées AA sur la zone Euro et d'une durée de plus de 10 ans,
- Taux de rotation : une étude des démissions par tranche d'âge et par cause de sortie a été réalisée sur les trois derniers exercices,
- Taux d'augmentation des salaires : le taux d'augmentation des salaires retenu est de 2 % pour toutes les catégories de salariés,
- Tables de mortalité : les tables INSEE 2014/2016 Masculine et Féminine ont été retenues,
- Taux de charges sociales : les taux de charges sociales retenus correspondent aux taux de charges en vigueur,
- Hypothèse de départ : départ volontaire du salarié.

PASSIFS COURANTS

Les dettes fournisseurs et autres créiteurs sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

IMPOTS DIFFERES

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12, l'impôt différé est déterminé selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur base fiscale en utilisant les taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les actifs d'impôts différés sont constatés et la probabilité de leur récupération est évaluée. Si leur récupération dans les années futures n'est pas raisonnablement certaine, une provision est enregistrée pour ramener l'actif net d'impôt à la valeur qu'il est probable de recouvrer. L'économie potentielle d'impôt sur les déficits reportables n'est retenue que lorsqu'ils présentent un caractère probable d'imputation.

Au bilan, le Groupe compense les actifs et passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relèvent de natures d'impôt levées par la même autorité de taxation et avec une échéance similaire.

COMPTE DE RESULTAT

Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont composés de la valeur hors taxes des biens et services vendus par les sociétés intégrées dans le cadre normal de leur activité après élimination des ventes intra-groupe. Le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date où la majorité des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés (généralement, à la date du transfert de propriété des produits).

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, donc après déduction des remises ou rabais commerciaux.

Les coûts de transport et de manutention facturés aux clients sont compris dans le coût logistique et distribution.

Les coûts de transport supportés par le Groupe sont inclus dans les achats consommés.

Accord de péréquation

Un accord de péréquation entre la société Malteries Franco-Belges (MFB) et deux sociétés du Groupe SOUFFLET (Malteries Soufflet et Société des Malteries d'Alsace) permet de faire jouer pleinement les synergies et d'optimiser la logistique.

Afin de répartir équitablement le résultat entre ces trois sociétés, la marge brute économique est répartie entre les sociétés au prorata des quantités vendues.

La marge brute économique correspond à la marge brute de chaque société (ventes moins achats et frais sur ventes) diminuée des frais financiers liés à l'exploitation (sur stock, crédits clients et fournisseurs) et des autres éléments d'exploitation relatifs à la commercialisation des produits.

Le produit ou la charge en résultant est enregistré en chiffre d'affaires.

Dans le cadre de cet accord, la société Malteries Soufflet gère la majeure partie de la relation commerciale avec les brasseurs et facture les ventes de malts aux clients finaux pour l'ensemble des 3 sociétés. De ce fait, la quasi-totalité des produits des activités ordinaires de Malteries Franco-Belges est assurée avec Malteries Soufflet.

Résultat opérationnel courant

Le Groupe utilise le résultat opérationnel courant comme principal indicateur de performance. Le résultat opérationnel courant correspond au résultat de l'ensemble consolidé avant prise en compte :

- des plus et moins-values de cessions d'actifs ;
- des autres produits et charges d'exploitation qui comprennent principalement l'effet :
 - des coûts de restructuration ;
 - des pertes de valeur d'actifs (y compris des écarts d'acquisition) ;
 - des litiges ou événements très inhabituels ;
 - des produits et charges financiers ;
 - des impôts ;
 - du résultat net des entreprises associées.

Les frais de recherche et développement sont constatés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) et la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) sont classées en charges opérationnelles.

Autres produits et charges opérationnels non courants

Les autres produits et charges opérationnels comprennent des éléments significatifs qui, en raison de leur nature et de leur caractère inhabituel, ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle du Groupe. Ils incluent principalement les plus ou moins-values de cession d'activités et de participations consolidées.

Autres produits et charges financiers

Cette rubrique intègre principalement les pertes et gains de change, les charges et produits financiers sur instruments financiers, et les autres charges et produits financiers divers.

Résultat par action

Le résultat de la période par action (avant dilution) est calculé en faisant le rapport entre le résultat de la période et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période.

NOTE 5 – Immobilisations incorporelles

La variation des immobilisations incorporelles en valeurs nettes se décompose comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	Autres immobilisations incorporelles	Total
Valeur brute	641	641
Amortissements et dépréciations cumulés	(627)	(627)
Valeur nette au 01/07/2020	14	14
Acquisitions		
Cessions		
Dotations aux amortissements	(16)	(16)
Reprises d'amortissements		
Pertes de valeur		
Variations de périmètre		
Ecarts de conversion		
Autres	9	9
Valeur nette au 31/12/2020	7	7
Valeur brute	641	641
Amortissements et dépréciations cumulés	(634)	(634)

NOTE 6 – Droits d'utilisation des actifs loués

La variation nette des droits d'utilisation des actifs loués se décompose comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	Total
Valeur brute	110
Amortissements et dépréciations cumulés	(9)
Valeur nette au 01/07/2020	101
Première application IFRS 16	
Acquisitions	
Cessions	
Dotations aux amortissements	(30)
Reprises d'amortissements	
Pertes de valeur	
Variations de périmètre	
Ecarts de conversion	
Autres	(9)
Valeur nette au 31/12/2020	62
Valeur brute	101
Amortissements et dépréciations cumulés	(39)

NOTE 7 – Immobilisations corporelles

La variation des immobilisations corporelles en valeurs nettes se décompose comme suit :

(en K€uros)	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours	Total
Valeur brute	909	42 895	59 855	237	1 501	105 397
Amortissements et dépréciations cumulés		(25 764)	(35 899)	(180)		(61 843)
Valeur nette au 01/07/2020	909	17 131	23 956	57	1 501	43 554
Acquisitions					1 109	1 109
Cessions						
Dotations aux amortissements		(553)	(1 112)	(10)		(1 675)
Reprises d'amortissements						
Pertes de valeur			(5)			(5)
Variations de périmètre						
Ecart de conversion						
Autres		531	496	11	(1 038)	
Valeur nette au 31/12/2020	909	17 109	23 335	58	1 572	42 983
Valeur brute	909	43 425	60 340	248	1 572	106 494
Amortissements et dépréciations cumulés		(26 317)	(37 005)	(189)		(63 511)

NOTE 8 – Participations dans les entreprises associées

Ce poste correspond à la quote-part des capitaux propres consolidés de la Compagnie Internationale de Malteries (CIM) et de ses filiales au 31 décembre 2020 comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

L'évolution du poste "participations dans les entreprises associées" s'analyse comme suit :

(en K€uros)	
Entreprises associées au 1er juillet 2020	165 240
Résultat des entreprises associées revenant à MFB	7 274
Dividendes distribués à MFB	(21 454)
Ecart de conversion comptabilisés directement en capitaux propres	(2 259)
Entreprises associées au 31 décembre 2020	148 801

Le bilan consolidé synthétique de la CIM au 31 décembre 2020 établi selon les normes IFRS se présente comme suit :

(en K€uros)

Actif	
Total immobilisations	136 507
Autres actifs non courants	0
Actifs courants	266 295
Total	402 802

Passif	
Capitaux propres du Groupe CIM (dont résultat part du Groupe 15 246 K€)	311 281
Participations ne donnant pas le contrôle	8 226
Emprunts et dettes assimilées non courants	0
Autres passifs non courants	14 006
Passifs courants	69 288
Total	402 802

Pour MFB la quote-part des capitaux propres de la CIM et ses filiales à l'issue de la période est :

	311 281 K€ x	47,71 %	= 148 521 K€
Survaleur sur titres CIM acquis lors de périodes précédentes :			280 K€

Titres mis en équivalence au bilan de MFB :			148 801 K€

NOTE 9 – Actifs financiers non courants

La variation des actifs financiers non courants se décompose comme suit :

(en K€uros)	Titres de participation	Autres immobilisations financières	Total
Valeur brute	544	62	606
Amortissements et dépréciations cumulés			
Valeur nette au 01/07/2020	544	62	606
Acquisitions		16	16
Cessions			
Dotations aux provisions			
Reprises de provisions			
Pertes de valeur			
Variations de périmètre			
Ecart de conversion			
Autres			
Valeur nette au 31/12/2020	544	78	622
Valeur brute	544	78	622
Amortissements et dépréciations cumulés			

Les titres immobilisés (non courants) correspondent à des participations en capital au sein des sociétés dans lesquelles le Groupe détient moins de 20 % du capital et n'exerce pas d'influence notable :

(en K€uros)	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette des titres	% d'intérêt	Derniers capitaux propres	dont résultat	Date clôture
SECOBRA RECHERCHES Centre de Bois Henry 78580 Maule	544		544	10,33%	34 335	3 415	30/06/2020
TOTAL	544		544				

NOTE 10 – Emprunts, Dettes financières, Concours bancaires, Dette nette

La variation des autres passifs financiers se décompose comme suit :

(en K€uros)	01/07/2020	Augmentation monétaire ou calculée	Diminution monétaire	Reclasst	Ecart de conversion	31/12/2020
Emprunts et dettes financières non courants						
TOTAL						
Emprunts courants et concours bancaires						
Intérêts courus non échus - passif						
Instruments de trésorerie - passif	2	(4)			21	19
TOTAL	2	(4)			21	19

L'endettement financier net est :

(en K€uros)	01/07/2020	Variation globale de la période	Virement à moins d'un an des dettes non courantes	Incidence des variations des taux de change	Autres	31/12/2020
Trésorerie Brute	58	23				81
Comptes courants actif vis à vis des sociétés liées Hors Groupe	12 216	26 356				38 572
Total des disponibilités et valeurs mobilières de placement	12 274	26 379				38 653
Comptes courants passif vis à vis des sociétés liées Hors Groupe						
Total des dettes financières						
DETTE NETTE	12 274	26 379				38 653

Les comptes courants actif et passif vis à vis des sociétés liées hors Groupe MFB, fonctionnent en pratique comme des comptes de trésorerie. Ils sont présentés de ce fait dans la partie Trésorerie du Tableau des Flux de Trésorerie.

NOTE 11 – Provisions

Les postes de provisions se décomposent comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	01/07/2020	Dot.	Rep. résult. Prov. utilisées	Comptab. directement en capitaux propres	31/12/2020
Provisions pour retraites et engagements assimilés	1 075	31	(105)	36	1 037
Provisions pour pertes sur contrats < 1 an	13	9	(13)		9
Provisions pour risques liés au personnel et autres organismes sociaux	32	20	(32)		20
Provisions pour restructurations < 1 an					
Provisions (Part à -1 an)	45	29	(45)		29
Total provisions	1 120	60	(150)	36	1 066

NOTE 12 – Actifs et Passifs d'impôts différés comptabilisés au bilan

Les actifs et passifs d'impôts différés se présentent comme suit :

<i>(impôts différés en K€uros)</i>	31/12/2020	31/12/2019	30/06/2020
Passifs (Actifs) d'impôts différés	5 048	5 799	4 913
DETTES (CREANCES) FISCALES NETTES	5 048	5 799	4 913

NOTE 13 – Information sectorielle

L'information sectorielle à fournir selon IFRS 8 est basée sur le reporting interne utilisé par les principaux décideurs opérationnels. Le Groupe n'a qu'une seule activité, l'information sectorielle est donc établie par zone géographique.

(en K€uros)	France	Union Européenne Hors France	Autres pays d'Europe	Reste du monde	Total
31/12/2020 (1er semestre 2020/2021)					
Chiffres d'affaires	42 608	369	6	701	43 684
Résultat opérationnel courant	495				495
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	7 274				7 274
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1 109				1 109
Actifs sectoriels	251 139				251 139
31/12/2019 (1er semestre 2019/2020)					
Chiffres d'affaires	44 411	207	9	1 080	45 707
Résultat opérationnel courant	3 142				3 142
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	7 618				7 618
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	911				911
Actifs sectoriels	238 906				238 906
30/06/2020					
Chiffres d'affaires	86 954	444	8	1 887	89 293
Résultat opérationnel courant	5 037				5 037
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	16 112				16 112
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	3 413				3 413
Actifs sectoriels	248 837				248 837

La réconciliation entre la ligne « Vente » du compte de résultat et le « Chiffre d'affaires » se présente comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	31/12/2020	31/12/2019	30/06/2020
	(6 mois)	(6 mois)	(12 mois)
Ventes	43 425	45 259	86 218
Produits compris dans les coûts logistique et distribution	179	165	455
Produits compris dans le coût de production	71	280	2 613
Produits compris dans les coûts administratifs et support à la production	9	3	7
MONTANT NET DU CA	43 684	45 707	89 293

NOTE 14 – Autres produits et charges opérationnels

Les postes des autres produits et charges opérationnels se décomposent comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	31/12/2020	31/12/2019	30/06/2020
Assurance, Pertes & Provisions clients	(4)	(4)	(4)
TOTAL	(4)	(4)	(4)

NOTE 15 – Autres produits et charges opérationnels non courants

Les postes des autres produits et charges opérationnels non courants se décomposent comme suit :

<i>(en K€uros)</i>	31/12/2020	31/12/2019	30/06/2020
Autres produits et charges opérationnels non courants	(46)	53	(209)
Dotations et reprises except. sur immobilisations	(5)	0	(358)
TOTAL	(51)	53	(567)

NOTE 16 – Amortissements et dépréciations

Le Résultat opérationnel courant comprend des amortissements et des dépréciations se décomposant comme suit :

(en K€uros)	31/12/2020	31/12/2019	30/06/2020
Dotations aux amortissements et dépréciations immo. incorporelles	(16)	(17)	(43)
Dotations aux amortissements et dépréciations immo. corporelles	(1 675)	(1 431)	(3 292)
TOTAL	(1 691)	(1 448)	(3 335)

Aucun indice de perte de valeur n'a été constaté sur le premier semestre de l'exercice 2020/2021.

NOTE 17 – Impôts Sociétés

La charge d'impôt de la période du 01/07/2020 au 31/12/2020, qui s'élève à 147 K€ se répartit comme suit :

(en K€uros)	31/12/2020	31/12/2019	30/06/2020
Impôts différés	(145)	(1 366)	(501)
Impôts sur les bénéfices	(2)		(1 138)
TOTAL	(147)	(1 366)	(1 640)

(*) La méthode du TEI (Taux Effectif d'Impôt) a été appliquée sur le résultat social des semestres clôturant au 31/12/2019 et au 31/12/2020. La charge d'impôt ainsi calculée est présentée sur la ligne « Impôts différés ».

Le taux d'impôt de droit commun applicable au 31/12/2020 est de 28 %. Le taux d'impôt de droit commun applicable à l'exercice précédent était de 31 % et la société a été redevable de la contribution sociale qui représente 3,3 % de l'IS dû.

(en K€uros)	
Résultat net (gain)	7 716
Charge d'impôt comptabilisée	(147)
Résultat avant impôt	7 863
Taux d'impôt normal %	28,00%
Charge d'impôt théorique	(2 202)
Différences permanentes en résultat statutaire	20
Effet taux effectif d'impôt	(2)
Impact lié aux stés mises en équivalence	2 037
Incidence de situations fiscales particulières	2 055
Charge d'impôt réelle	(147)

NOTE 18 – Quote-part de résultat dans les entreprises associées

Le compte de résultat ci-dessous présente le résultat consolidé de la Compagnie Internationale de Malteries et de ses filiales, pour la période allant du 1^{er} juillet 2020 au 31 décembre 2020.

(en KEuros)	31/12/2020	31/12/2019	30/06/2020
Ventes	158 988	186 456	372 968
Coût de production et des ventes	(127 427)	(149 612)	(295 792)
Coûts logistique & distribution	(8 081)	(10 005)	(19 839)
Services et assimilés	23	26	43
Provisions sur stocks produits finis et en-cours		96	181
Coûts administratifs et support à la production	(3 802)	(3 898)	(7 619)
Autres charges et produits opérationnels	18	(271)	(124)
Résultat opérationnel courant	19 719	22 792	49 818
Autres produits et charges opérationnels non courants	(36)	(156)	(35)
Résultat opérationnel	19 683	22 636	49 783
Résultat des équivalents de trésorerie	162	47	261
Coût de l'endettement financier brut	(837)	(2 735)	(3 772)
Coût de l'endettement financier net	(675)	(2 689)	(3 512)
Autres produits et charges financiers	1 108	636	(2 599)
Résultat avant impôt	20 115	20 584	43 673
Charge d'impôt	(4 333)	(4 054)	(8 770)
Résultat après impôt	15 783	16 530	34 903
Part du Groupe	15 246	15 966	33 769
Part des participations ne donnant pas le contrôle	537	564	1 135

La société CIM et ses filiales sont consolidées par mise en équivalence. La société MFB possède 47,71 % des titres de la société CIM.

Pour MFB le résultat des sociétés mises en équivalence sur la période est :

15 246 K€ x 47,71 % 7 274 K€

NOTE 19 – Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie

(en KEuros)	31/12/2020	31/12/2019	30/06/2020
Impact de la réévaluation des dettes fournisseurs			
Impact de la réévaluation des créances clients			
Total	0	0	0

NOTE 20 – Variation du Besoin de fonds de roulement

(en K€uros)	31/12/2020	31/12/2019	30/06/2020
Stocks	5 127	432	(4 309)
Clients et débiteurs divers (*)	1 942	310	860
Fournisseurs et créditeurs divers (*)	(3 978)	(4 377)	1 187
Contrat de péréquation (cf Note 3)	1 068	(222)	(187)
TOTAL	4 159	(3 857)	(2 449)

(*) hors comptes courants présentés en trésorerie.

L'impact du contrat de péréquation (cf. Note 4) sur la variation du besoin de fonds de roulement est de +1,1 M€ au 31/12/2020 contre -0,2 M€ au 31/12/2019.

NOTE 21 – Transactions avec les parties liées

Les parties liées sont :

- les sociétés mères et leurs filiales,
- les sociétés associées dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable et qui sont mises en équivalence.

Les transactions avec ces sociétés se font sur une base de prix de marché.

Les transactions réalisées avec les parties liées se décomposent comme suit :

(en K€uros)	31/12/2020	31/12/2019	30/06/2020
Produits opérationnels	38 764	40 299	76 821
Charges opérationnelles	(11 820)	(17 433)	(30 944)
Autres produits financiers	29	1	20
Autres charges financières	(3)	(86)	(84)

Les créances et les dettes vis-à-vis des parties liées se décomposent comme suit :

(en K€uros)	31/12/2020	31/12/2019	30/06/2020
Comptes courants - Actif	38 572	10 019	12 216
Clients et autres débiteurs	1 541	2 514	2 066
Dividendes à payer	(20 799)		
Fournisseurs et autres créditeurs	(3 154)	(1 429)	(3 759)

NOTE 22 – Dettes garanties par des sûretés réelles

NEANT

NOTE 23 – Montant des engagements financiers

Les engagements d'achats et de ventes ne sont pas communiqués. Cette information qui serait de nature à porter préjudice aux intérêts commerciaux fondamentaux de la société n'est pas fournie.

Engagements donnés et reçus

Engagements donnés (en K€uros)	31/12/2020	31/12/2019	30/06/2020
Engagements de médailles du travail		12	

Les engagements de médailles du travail sont désormais comptabilisés depuis le 30/06/2020.

Contrats de cogénération :

Dans le cadre de son activité, MFB a conclu plusieurs contrats de cogénération courant jusqu'en 2024 avec des partenaires industriels concernant la fourniture de chaleur pour ses unités de production de Saint Saulve, Brazey et Prouvy. MFB s'est engagée à verser des indemnités en cas de résiliation anticipée, d'un montant maximum de 2 979 K€ au 31/12/2020. La société mère de MFB, Malteries Soufflet s'est portée caution pour la totalité de cet engagement.

Rémunération des dirigeants

Aucune rémunération ou avantage de toute nature n'a été versé durant la période aux mandataires sociaux par les sociétés du Groupe Malteries Franco-Belges.

NOTE 24 – Gestion des risques

Le risque de change

Le Groupe Malteries Franco-Belges a choisi de couvrir, lorsque la législation et les marchés le permettent, les risques de change encourus sur les transactions courantes en devises étrangères.

Les instruments de couverture utilisés sont limités à des contrats de change à terme et à des options de change "vanille" ayant une maturité initiale généralement inférieure à un an.

Ces instruments dérivés ont pour caractéristiques :

- de n'être utilisés qu'à des fins de couverture,
- de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang,
- de ne présenter aucun risque de liquidité en cas de retournement éventuel.

L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de change, et au risque de taux font l'objet d'états de reporting spécifiques à destination des organes de direction.

Dans les pays d'Europe de l'Est, le Groupe MFB couvre son risque de change également en utilisant des emprunts libellés dans la devise du contrat de vente de malt (USD et euros), qui lui permettent de financer les achats de matières premières. Ces emprunts n'étant pas documentés en couverture, ils peuvent générer des résultats de change importants.

Conformément à ses principes comptables (cf. Note 4), le Groupe comptabilise la juste valeur de ses instruments financiers en résultat financier.

Le Groupe a en revanche décidé de ne pas couvrir le risque de change sur les actifs immobilisés situés hors de France. Cette décision s'appuie sur les constats suivants :

- Compte tenu des marchés de la plupart des devises concernées, il est impossible de se couvrir sur de longues périodes. Dans le cas où cette couverture serait possible, son coût est prohibitif.
- La valeur de marchés des actifs immobilisés est à ce jour exprimée en monnaie forte, essentiellement euro ou dollar américain.

Cette politique peut avoir pour conséquence des gains ou pertes de change sur la partie des investissements financés par emprunt en devises fortes.

Le risque "matières "

Dans le cadre de ses activités, le Groupe Malteries Franco-Belges est exposé au risque de fluctuation du cours des matières premières. Afin de sécuriser la marge sur ses contrats de ventes de malt à terme fermes, le Groupe se couvre sur les prix d'achats d'orge futurs par le biais d'achats et ventes à terme de contrats futurs sur le MATIF et d'achats à terme de gré à gré de céréales (principalement de l'orge).

Afin de contrôler son exposition, un Comité de Gestion des Risques matières premières a été mis en place. Il se réunit de manière hebdomadaire en session limitée et mensuelle en session élargie. Les positions matières premières y sont ainsi analysées et les limites de positions revues en fonction de l'évolution des marchés.

Le risque pays

Le Groupe ne peut assurer que ses résultats financiers ne seraient pas significativement affectés par un bouleversement des conditions économiques, politiques, et réglementaires dans certains des pays où il est présent.

Le risque de contrepartie

Dans le cadre de ses activités, le Groupe est exposé au risque de contrepartie avec ses comptes clients et ses contreparties bancaires. Il pratique une sélection rigoureuse fondée sur les notations des agences de rating et l'étude des états financiers.

Le risque de contrepartie bancaire est lié aux encours d'instruments financiers (dépôts et instruments dérivés) et aux lignes de crédit contractées avec chaque banque. Selon sa politique financière, le Groupe ne peut conclure des instruments financiers qu'auprès de ses partenaires bancaires. Concernant les lignes de crédit, celles-ci sont réparties sur plusieurs banques pour éviter leur concentration.

NOTE 25 – Effectifs moyens

Les effectifs moyens employés sur la période par le Groupe se sont élevés à 104 personnes.

Par catégorie, la répartition est la suivante :

	Cadres	Techniciens et Maîtrise	Employés	Ouvriers	Total
MALTERIES FRANCO-BELGES	10	15	6	73	104
TOTAL	10	15	6	73	104

NOTE 26 – Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant dans le compte de résultat de la période est de 41 K€ au titre du contrôle légal des comptes (dont 22 K€ pour KPMG et 19 K€ pour Mazars).



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France



Mazars
61, rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

Malteries Franco-Belges S.A.

*Rapport des commissaires aux comptes sur
l'information financière semestrielle*

Période du 1er juillet 2020 au 31 décembre 2020
Malteries Franco-Belges S.A.
Quai du Général Sarrail - 10400 Nogent-Sur-Seine
Ce rapport contient 30 pages



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France



Mazars
61, rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

Malteries Franco-Belges S.A.

Siège social : Quai du Général Sarrail - 10400 Nogent-Sur-Seine
Capital social : € 15 123 000

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} juillet 2020 au 31 décembre 2020

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société Malteries Franco-Belges S.A., relatifs à la période du 1^{er} juillet 2020 au 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes semestriels consolidés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Paris La Défense, le 29 mars 2021

Courbevoie, le 29 mars 2021

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Mazars

Arnaud Rinn
Associé

Isabelle Sapet
Associée